

Yannick Jadot : « Je ne rentrerai pas dans des bidouillages d'appareils »

Le candidat d'Europe Ecologie-Les Verts à la présidentielle raconte au « Monde » sa rencontre, mardi, avec Benoît Hamon, pour discuter d'un éventuel rapprochement.

LE MONDE | 01.02.2017 à 06h38 • Mis à jour le 01.02.2017 à 09h42 | Propos recueillis par Raphaëlle Besse Desmoulières



Yannick Jadot est revenu sur son déjeuner avec Benoît Hamon, le 31 janvier à Paris.

LAURENCE GEAI POUR "LE MONDE"

Le déjeuner a eu lieu, mardi 31 janvier, au Dôme, un restaurant près du QG de campagne de Benoît Hamon dans le 14^e arrondissement de Paris. Yannick Jadot, candidat d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), y a retrouvé le vainqueur de la primaire organisée par le Parti socialiste pour explorer leurs éventuels points de convergence. « Un point de départ », pour M. Jadot. Pour l'heure, aucun autre rendez-vous n'a été fixé avec le socialiste qui a, par ailleurs, rencontré, en fin de journée, David Cormand, secrétaire national d'EELV.

Comment s'est passé votre déjeuner avec Benoît Hamon ?

Ce n'est qu'un point de départ, mais nous avons partagé le même diagnostic sur un espace qui couvrirait l'écologie, le social, l'Europe et la démocratie. Nous avançons aussi sur l'idée que toute nouvelle dynamique doit déborder les appareils politiques.

Y a-t-il eu des avancées concrètes ?

Non, mais nous souhaitons prendre très vite une initiative sur l'Union européenne dans la perspective du 60^e anniversaire du traité de Rome. L'idée est d'avoir une expression commune sur la refondation de l'Europe et de ce que devrait être la position française sur ce sujet.

Que signifie « déborder les appareils politiques » ?

Il y a un ras-le-bol des arrangements entre partis politiques. Je ne rentrerai pas dans des bidouillages d'appareils. C'est voué à l'échec. Les primaires écologiste et socialiste ont dépassé les seuls adhérents. Il faut poursuivre et ouvrir toujours plus pour intéresser autour d'idées et pas simplement autour de l'homme providentiel.

A-t-il été question, dans le cadre d'un rapprochement, de votre retrait à la présidentielle ?

Aucunement. Ce n'est pas le sujet. L'urgence, c'est de dépasser les ego pour parler projet et de dépasser les appareils pour parler aux Français. On parlera des personnes après.

Vous avez mis dans le débat deux sujets que vous jugez essentiels : une loi de sortie du nucléaire et la proportionnelle aux législatives. Que vous a répondu M. Hamon ?

Qu'ils allaient regarder de leur côté. On n'a topé sur rien. Mais c'était important de savoir si on avait potentiellement des choses à discuter ensemble.

Comment peut-il maintenir l'unité de son parti sans dénaturer son projet ?

C'est son sujet. Hamon m'a assuré ne pas vouloir bouger de son projet. Je le crois sincère, ce n'est pas le problème. Mais il doit construire son espace et sa distance plus ou moins forte avec les compromis foireux du Parti socialiste. Son score lui permet de s'émanciper et de s'inscrire dans ce qui peut être la grande aventure politique de cette présidentielle. Sinon, le PS le rétrécira, la confusion s'installera et la dynamique retombera.

Comment sont vécues ces discussions dans votre parti ?

Positivement. Nous sortons tellement essorés de ce quinquennat qu'il y a un appétit pour le grand large. Nous sommes dans un pays au bord de la rupture, qui peut basculer sur le pire – Marine Le Pen – ou sur quelque chose qui soit écolo, social et européen. Nous sommes face à l'Histoire. Et je veux que la France se rassemble autour d'un projet positif. Je ne suis pas là pour sauver des circonscriptions de parlementaires dans un jeu d'appareils.

Certains à EELV veulent un accord aux législatives...

Je ne suis pas là pour sauver des circonscriptions de parlementaires dans un jeu d'appareils. Si on fait ça, nous sommes définitivement morts. Mais s'il y a une grande dynamique, évidemment que ça bousculera les législatives. Il faut une majorité parlementaire derrière. Ça ne peut pas être la majorité actuelle qui n'a jamais rien fait de ce qu'il fallait sur l'écologie.

Que répondez-vous à Noël Mamère (député de Gironde) et Michèle Rivasi (députée européenne EELV) qui plaident pour « une candidature unique de la gauche progressiste et écologiste » ?

J'ai été surpris que l'Europe et la démocratie soient évacuées aussi facilement. Si on doit commencer à cacher ces gros sujets pour faire plaisir à Jean-Luc Mélenchon, on a un souci. Il faut au contraire discuter avec lui sur la question européenne et géopolitique pour sortir de la confusion.

M. Mélenchon, lui, semble avoir fermé la porte à toute discussion...

Il est déstabilisé par le paysage politique qui arrive : il se prépare depuis un an à combattre le président sortant ou son représentant et se retrouve dans une situation très décalée avec face à lui quelqu'un qui était critique de la ligne gouvernementale et qui projette un horizon. On doit tous intégrer cette nouvelle donne.

Est-ce que la gauche telle que vous la souhaitez pourrait être au second tour ?

Oui, il y a un espace. Macron a bien compris que la clarification du projet se ferait à son détriment donc il le repousse sans cesse. Ça peut être la vraie nouveauté qui bouscule le jeu politique. Nous sommes dans une situation totalement inédite dans notre pays de destruction/recomposition politique. C'est une formidable opportunité. Est-ce que chacun reste dans son cadre et les pires gagneront ou est-ce qu'on en sort pour redonner de l'espoir ?

François Fillon peut-il encore être candidat après les révélations du « Canard enchaîné » ?

Il est disqualifié. Il a joué dans cette campagne la probité par rapport à la droite bling-bling d'un Nicolas Sarkozy. Mais sa droite de l'argent sous le matelas n'est pas plus glorieuse ni morale que celle de Sarkozy. Quelle que soit la légalité des contrats, ce qu'il a fait est profondément choquant. Marine Le Pen est d'ailleurs tout aussi embourbée dans les affaires d'assistants parlementaires que François Fillon.

Appelez-vous toujours les candidats à la présidentielle à faire une déclaration d'intérêts qui mentionne leurs revenus mais aussi la source de ces revenus ?

Plus que jamais ! Il faut absolument réconcilier les Français avec la politique autour de la transparence. Qu'un député fictif [François Fillon], qui n'a eu que 12 % de temps de présence à l'Assemblée et qui a quadruplé son salaire avec une société de conseil, se permette de dire « secret commercial sur mes clients », c'est inacceptable.